

QUINCEY

Oronce de Beler : « Que faut-il faire pour avoir des terres ? »

Éleveur à Nuits-Saint-Georges, Oronce de Beler, recalé trois fois par la Safer, aimerait comprendre pourquoi son dernier projet qu'il décrit comme local et en agriculture biologique lui a été refusé en juin dernier.

Oronce de Beler, créateur d'une maison de négoce à Nuits-Saint-Georges il y a seize ans et éleveur depuis 2010, est en quête de terres depuis plusieurs années. Une quête pour l'instant vaine. Las, il vient d'essayer un troisième échec auprès de la Safer (société d'aménagement foncier et d'établissement rural) en juin dernier. Si une première tentative a été avortée pour acquérir une forêt en 2015 près du hameau de Concoeur et Corboin afin de développer son élevage de porcs en plein air, une seconde l'avait amené à racheter, trois ans plus tard, le domaine de Blannaves dans le Gard, alors en liquidation judiciaire. Mais la transaction avait capoté à cause de la Safer Occitanie, qui avait préempté au dernier moment le bien au détriment de l'éleveur nauton.

130 hectares à répartir

Le troisième refus essuyé est récent et local, puisque la majorité des terres étaient principalement situées dans la plaine de Quincy. « Un agriculteur, qui avait 120 hectares de terrains en propriété, partait en retraite anticipée. La Safer les a préemptés et s'est chargée de la rétrocession. On a candidaté car on a des projets qui ont un sens à nos yeux, et aussi pour que notre activité agricole ait un sens économique et soit pérennisée. Aujourd'hui, c'est notre activité de négoce qui finance la partie agricole », se défend Oronce de Beler.

Une réunion publique a eu lieu le vendredi 11 juin à Va-

rois-et-Chaignot pour l'examen des dossiers de candidatures. L'EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée) Nova Villa était présente avec vingt-neuf autres candidats. Mais quelques jours plus tard, le couperet tombe, l'EARL n'est pas retenue. « Le comité technique du 18 juin prenant en compte l'ensemble des éléments en sa possession n'a pas donné un avis favorable, est-il précisé dans un courrier. Vous recevrez un autre courrier vous informant du nom de l'attributaire et des conditions définitives d'attribution après la signature de l'acte. » Mais après trois échecs, c'est la goutte d'eau : « Sur les 130 hectares disputés, aucun agriculteur bio a été sélectionné, alors que trois dossiers étaient pourtant en lice », croit savoir Oronce de Beler.

« Dans l'incompréhension la plus totale »

Oronce de Beler, dont l'exploitation agricole s'étend sur sept hectares, avait un projet qu'il décrit comme local et en agriculture biologique.

« Le but était d'implanter notre élevage de 200 poules pondeuses, et de 400 volailles de race ancienne dans la plaine, cela nous aurait permis de développer notre élevage de porcs en plein air sur les plateaux. Nous voulions produire des céréales pour nourrir notre élevage, mais aussi planter du houblon pour le récolter et faire de l'ombre à nos volailles. Nous aurions aussi développé une zone de maraîchage, le tout en agriculture biologique. Enfin, nous avions le projet de créer un laboratoire de découpe et de transformation de viande agréé, car on a actuellement une pénurie dans le secteur. Cela nous aurait permis de vendre aux collectivités mais aussi de faire des presta-



Oronce de Beler se plaint des conditions d'attribution des terres agricoles par la Safer Photo LBP/T. S.

La mission du comité technique

Le comité technique est l'instance décisionnelle de la Safer. Il examine tous les dossiers de candidatures pour l'ensemble des opérations foncières que la Safer réalise (acquisitions et rétrocessions de foncier, gestion locative...). Cet avis est ensuite soumis à l'accord des représentants des Ministères en charge de l'Agriculture et des Finances. « Le comité émet un avis sur celui qui s'inscrit le mieux dans le tissu local et dans les missions des Safer », précise la Safer régionale sur son site. Le comité technique rassemble des représentants d'organisations agricoles (chambres d'agriculture, banques et assurances mutuelles agricoles, syndicats agricoles représentatifs), des collectivités territoriales, de l'État. Et dans certains Safer, il peut y avoir la présence du conseil régional, de notaires, des associations ou organismes de protection de l'environnement, des syndicats de propriétaires forestiers ou de la propriété rurale.

tions pour les agriculteurs voisins. »

Désabusé, il s'interroge et milite pour avoir des réponses à ses questions : « On est dans l'incompréhension la plus totale, on voudrait qu'on nous explique les mécanismes pour, un jour, acquérir des terres en tant qu'agriculteur. Que faut-il faire pour en avoir ? On aimerait aussi qu'on nous explique les orientations sur l'évolution

de l'agriculture de demain pour le local. Nous avions un projet local avec l'ambition de faire de l'agriculture biologique, et de tout produire dans un rayon de dix kilomètres. On veut qu'on nous explique où est le problème. »

« Nous avons respecté la procédure »

Contacté, Stéphane Richard, président de la Safer a expli-

LE RÔLE DE LA SAFER

Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer), chapeautées par une structure nationale, sont des sociétés anonymes sous tutelle des ministères des Finances et de l'Agriculture. « Nous avons une mission de service public de régulation du marché foncier des terres agricoles et d'observatoire », détaillait Sébastien Richard il y a un an au *Bien Public*. Elles sont issues des lois d'orientation agricole de 1960 et 1962.

Dans le cadre de son droit de préemption, la Safer peut intervenir au moment de la vente d'une terre agricole pour éviter une surenchère de prix, protéger l'environnement... Les notaires ont, l'obligation d'informer les Safer des transactions agricoles qu'ils enregistrent. « On nous parle très souvent de ce droit de préemption alors qu'il est minime dans notre activité », note Sébastien Richard. Au niveau national, les Safer utilisent ce droit de préemption dans 12 % des cas.

Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) permettent au porteur de projet viable de s'installer en milieu rural. « Les projets doivent être en cohérence avec les politiques locales et répondre à l'intérêt général », indique le site internet de la Safer. Toutes les décisions prises sont validées par l'État.

qué brièvement au *Bien Public* : « Monsieur de Beler était un candidat comme un autre, nous avons respecté la procédure, il n'a pas été retenu mais comme d'autres prétendants. Ce dossier de Quincy est encore en cours puisque les actes de vente ne sont pas signés, je ne peux donc pas faire état de quoi que ce soit dans ce dossier. »

Thibault SIMMONET

FÉNAY

L'Escargot Dijonnais a organisé son dernier marché de producteurs de l'année

Dimanche 22 août a eu lieu le dernier marché des producteurs organisé par l'Escargot Dijonnais sur le site de Domois. Malgré le ciel gris, la fréquentation a été plus importante que prévu, ce fut donc un réel succès.

Hervé Ménelot, organisateur, nous confie : « Je n'organiserai pas de marché en septembre car j'arrive dans la période de ramassage des escargots de mon élevage. Cette année a été plus propice pour les escargots et je pense que la récolte sera meilleure. Le taux de mortalité devrait être inférieur à l'année dernière, je compte toutefois environ 30 % de décès sur les 200 000 escargots de mon élevage. J'effectue le ramassage en plusieurs étapes en fonction de la grosseur des escargots, cela dure environ un mois. Ensuite je les prépare pour la commercialisation dans mon laboratoire. »

L'Escargot Dijonnais, chemin du château d'eau, La Sans Fond Domois, 21 600 Féney Renseignements : 06. 71. 40. 71. 25.



Hervé Ménelot commercialise les escargots de son élevage. Photo LBP/Rene GAUTHEY

MOREY-SAINT-DENIS

Joanne et Paul



Photo LBP/Emma BOSSAND

Le samedi 14 août, à la mairie de Morey-Saint-Denis, Joanne Lignier, 28 ans, orthophoniste, et Paul Ménager, 32 ans, développeur de possibles, tous deux domiciliés dans la commune, se sont unis par les liens du mariage, en présence de leurs témoins, familles et amis.

21D19 - V2